

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle environnement

Cergy le, **15 DEC. 2016**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE D'AUTORISATION N° 13742

Société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL à MARLY-LA-VILLE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement et notamment l'article L.512-1 du Code de l'environnement ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L.121-2 ;

VU le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de bois sec ou autres combustibles analogues relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le dossier déposé le 2 février 2015, complété en dernier lieu le 19 novembre 2015, par la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de MARLY-LA-VILLE 4, rue Jean Jaurès, ZI de Moimont ;

VU l'étude d'impact du 19 novembre 2015, plans et renseignements produits à l'appui de la demande ;

VU l'étude des dangers du 19 novembre 2015 ;

VU le rapport du 29 février 2016 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France déclarant le dossier de demande d'autorisation recevable et proposant la mise à l'enquête publique de la demande de la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 29 février 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 avril 2016 portant ouverture d'enquête publique du mardi 17 mai 2016 au vendredi 17 juin 2016 inclus ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2016 prolongeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation de deux mois du mercredi 12 octobre 2016 au lundi 12 décembre 2016 inclus ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2016 prolongeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation de deux mois du mardi 13 décembre 2016 au lundi 13 février 2017 inclus ;

VU les registres d'enquête ouverts dans les communes de MARLY-LA-VILLE - FOSSES – BELLEFONTAINE – SAINT-WITZ – SURVILLIERS – PUISEUX-EN-FRANCE – VILLERON et LA CHAPELLE EN SERVAL ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de VILLERON du 24 mai 2016, de SAINT-WITZ le 26 mai 2016, LA CHAPELLE EN SERVAL le 8 juin 2016 et MARLY-LA-VILLE le 27 juin 2016 ;

VU l'avis de la sous-préfecture de SARCELLES du 5 août 2016 ;

VU les certificats de publication et d'affichage établis par les communes de MARLY-LA-VILLE, SAINT WITZ, LA CHAPELLE EN SERVAL, BELLEFONTAINE, FOSSE, VILLERON et PUISEUX EN FRANCE ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 11 juillet 2016 ;

VU l'avis de la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise – Service agriculture forêt environnement – Unité police de l'eau et milieux aquatiques du 2 février 2015 ;

VU l'avis et les remarques du Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Val-d'Oise en date du 3 mars 2015 ;

VU l'avis et observations émises par le Directeur de la délégation territoriale du Val-d'Oise de l'Agence régionale de santé le 18 février 2015 ;

VU l'avis et les observations de la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise - Service de l'urbanisme et de l'aménagement durable, Pôle risques et bruits en date du 5 février 2015 ;

VU le mémoire en réponse de la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL après enquête publique ;

VU le rapport du 1er septembre 2016 du Directeur régional et Interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 15 septembre 2016 ;

VU la lettre préfectorale en date du 2 décembre 2016 adressant le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

VU le courriel du 12 décembre 2016 adressé par l'exploitant indiquant n'avoir aucune remarque à formuler ;

CONSIDERANT que suite au rapport du 29 février 2016 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France déclarant le dossier de demande d'autorisation du 2 février 2015, complété en dernier lieu le 19 novembre 2015 est recevable, l'arrêté préfectoral du 6 avril 2016 a procédé à l'ouverture d'une enquête publique ;

CONSIDERANT que les principales observations émises lors de l'enquête publique portent sur :

- Les nuisances sonores et visuelles durant les travaux de construction.
- Les contrôles sur la qualité et la nature des produits stockés.
- La gestion du trafic de véhicules.

CONSIDERANT que la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL a choisi de permettre aux futurs locataires de l'installation d'entreposer divers types de produits relevant des rubriques ICPE reprises dans le tableau de classement ci-après ; que les prescriptions techniques listées à ces rubriques sont annexées au présent arrêté ;

CONSIDERANT que compte tenu des résultats de l'étude de dangers relevant des phénomènes dangereux à l'extérieur de l'établissement, un porter à connaissance de ces risques devra être pris conformément à l'article L.121-2 du Code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que sur la base des quantités stockées, l'établissement relèverait du statut SEVESO Seuil Haut selon l'application des règles de cumuls définies à l'article R.511-11 du Code de l'environnement et exposées dans le dossier ; qu'il n'est pas prévu de stocker dans l'entrepôt, simultanément, l'ensemble des produits listés dans le tableau de classement selon les quantités maximales qui y sont indiquées ; que le pétitionnaire prévoit de limiter les quantités maximales de produits autorisées dans chacune des cellules de sorte que l'établissement ne relève pas du statut SEVESO ;

CONSIDERANT que tant les observations faites au cours de l'enquête publique que celles faites par les services de l'État consultés et par la mairie de MARLY-LA-VILLE ainsi que l'avis de l'Autorité environnementale, ont été prises en compte dans le rapport de recevabilité du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France ; qu'elles ont été traduites dans les prescriptions techniques générales auxquelles des prescriptions complémentaires ont pu, le cas échéant, être ajoutées pour qu'il en soit tenu compte ; que ces spécificités portent notamment sur la gestion des eaux pluviales, la gestion des quantités de produits stockées, la répartition de produits stockés dans les cellules et les dispositions constructives ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ; que ces mesures sont annexées au présent arrêté.

CONSIDERANT par suite qu'il y a lieu de satisfaire la demande déposée par la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL le 19 novembre 2015, en lui accordant l'autorisation d'exploiter entrepôt logistique sur le territoire de la commune de MARLY-LA-VILLE 4, rue Jean Jaurès, ZI de Moimont ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : La société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL dont le siège social est situé au 3 avenue Hoche 75384 PARIS Cedex 08. est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions techniques annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MARLY-LA-VILLE,(95670) au 4 rue Jean Jaurès ZI de Moimont, les installations précisées ci-après :

| Rubrique | AS,A,E, D,NC | Libellé de la rubrique (activité) | Critère de classement | Seuil du critère | Volume autorisé |
|----------|-----------------|--|--|--|--|
| 1510 | A | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques | Le volume des entrepôts étant : | supérieur ou égal à 300 000 m³ | 822 000 m³ |
| 1450 | A | Solides inflammables (stockage ou emploi de) | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : | Supérieure ou égale à 1 t | 10 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 1530 | A | Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public | Le volume susceptible d'être stocké étant : | supérieure à 50 000 m³ | 120 000 m³ |
| 1532 | A | Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. | Le volume susceptible d'être stocké étant | Supérieure à 50 000 m³ | 120 000 m³ |
| 2662 | A | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) | Le volume susceptible d'être stocké étant : | Supérieur ou égal à 40.000 m³ | 120 000 m³ |
| 2663-1 | A | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) | 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : | supérieur ou égal à 45.000 m³ | 120 000 m³ |
| 2663-2 | A | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) | 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : | supérieur ou égal à 80.000 m³ | 120 000 m³ |
| 4755-1 | A | Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. | 1. La quantité susceptible d'être présente | supérieure ou égale à 5000 t | 2500 m³ uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4755-2 | A | Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. | 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente | a) Supérieure ou égale à 500 m³ | 2500 m³ uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4331 | E | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 | La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant | 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t | 500 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |

| | | | | | |
|--------|---|--|---|--|--|
| 4320 | D | Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant | 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t | 75 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4330 | D | Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée | La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant | 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t | 9 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4510 | D | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : | 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t | 99 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4511 | D | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant | 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t | 199 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4741 | D | Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. | La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : | 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t | 199 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 2910-A | D | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes | si la puissance thermique nominale de l'installation est : | 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | 2,5 MW |
| 2925 | D | Accumulateurs (ateliers de charge d') | La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération | supérieure à 50 kW | 600 kW |

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classé). Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2 : Conformément aux dispositions des articles R.512-28 à R.512-30 du code de l'environnement, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL.

Article 3 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L171-8 et L173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du code du travail et aux décrets et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 5 : L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des délégués de l'administration préfectorale. Une copie de l'arrêté devra être affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 6 : La présente autorisation n'est délivrée que sur le fondement du titre 1er du livre V du code de l'environnement. Elle ne dispense pas le pétitionnaire de l'obtention, le cas échéant, du permis de construire.

Article 7 : L'arrêté d'autorisation, cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

Article 8 : Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture dans le mois qui suit la prise de possession, en indiquant ses nom, prénoms, et domicile. S'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

Article 9 : Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de MARLY-LA-VILLE pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de la mairie des communes FOSSES – BELLEFONTAINE – SAINT-WITZ – SURVILLIERS – PUISEUX-EN-FRANCE – VILLERON et LA CHAPELLE EN SERVAL ;

Le maire de chacune de ces communes établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise – bâtiment préfecture - Service de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement – Pôle de l'environnement.

L'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'un an.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la société dans deux journaux d'annonces légales du département du Val-d'Oise.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 10 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France – Unité Départementale du Val-d'Oise et les maires de MARLY-LA-VILLE, FOSSES – BELLEFONTAINE – SAINT-WITZ – SURVILLIERS – PUISEUX-EN-FRANCE – VILLERON et LA CHAPELLE EN SERVAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER

**Prescriptions Techniques Annexées
à
l'arrêté préfectoral d'autorisation**

du 15 DEC. 2016

Société

PROLOGIS FRANCE LXXXIII

**4, rue Jean Jaurès ZI Moimont
à Marly-la-Ville**

| | |
|---|-----------|
| TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 5 |
| CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation..... | 5 |
| Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation..... | 5 |
| ARTICLE 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement..... | 5 |
| CHAPITRE 1.2 Nature des installations..... | 6 |
| ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées..... | 6 |
| ARTICLE 1.2.3 Situation de l'établissement..... | 7 |
| CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation..... | 7 |
| ARTICLE 1.3.1 Conformité..... | 7 |
| CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation (SANS OBJET)..... | 8 |
| CHAPITRE 1.5 Garanties financières (SANS OBJET)..... | 8 |
| Chapitre 1.6 Modifications et cessation d'activité..... | 8 |
| ARTICLE 1.6.1 Porter à connaissance..... | 8 |
| ARTICLE 1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers..... | 8 |
| ARTICLE 1.6.3 Transfert sur un autre emplacement..... | 8 |
| ARTICLE 1.6.4 Changement d'exploitant..... | 8 |
| ARTICLE 1.6.5 Cessation d'activité..... | 8 |
| CHAPITRE 1.7 REGLEMENTATION..... | 9 |
| Article 1.7.1 Réglementation applicable..... | 9 |
| ARTICLE 1.7.2 respect des autres legislations et reglementations..... | 9 |
| ARTICLE 1.7.3 Aménagements de prescriptions générales..... | 9 |
| TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 10 |
| CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations..... | 10 |
| ARTICLE 2.1.1 Objectifs généraux..... | 10 |
| ARTICLE 2.1.2 Consignes d'exploitation..... | 10 |
| ARTICLE 2.1.3 Inventaire des produits stockés..... | 10 |
| ARTICLE 2.1.4 Documents a disposition des services d'incendie et de secours..... | 10 |
| CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables..... | 10 |
| ARTICLE 2.2.1 Réserves de produits..... | 10 |
| CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage..... | 11 |
| ARTICLE 2.3.1 Propreté..... | 11 |
| ARTICLE 2.3.2 Esthétique..... | 11 |
| CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu..... | 11 |
| CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents..... | 11 |
| ARTICLE 2.5.1 Déclaration et rapport..... | 11 |
| CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 11 |
| ARTICLE 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 11 |
| TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE..... | 12 |
| CHAPITRE 3.1 Conception des installations..... | 12 |
| ARTICLE 3.1.1 Dispositions générales..... | 12 |
| ARTICLE 3.1.2 Pollutions accidentelles..... | 12 |
| ARTICLE 3.1.3 Odeurs..... | 12 |
| ARTICLE 3.1.4 Voies de circulation..... | 13 |
| ARTICLE 3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières..... | 13 |
| CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet (SANS OBJET)..... | 13 |
| TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES..... | 14 |
| Article 4.1 compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu..... | 14 |

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau..... | 14 |
| ARTICLE 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau..... | 14 |
| ARTICLE 4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement..... | 14 |
| ARTICLE 4.1.2.1 Protection des eaux d'alimentation..... | 14 |
| CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides..... | 14 |
| ARTICLE 4.2.1 Dispositions générales..... | 14 |
| ARTICLE 4.2.2 Plan des réseaux..... | 14 |
| ARTICLE 4.2.3 Entretien et surveillance..... | 15 |
| ARTICLE 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement..... | 15 |
| ARTICLE 4.2.4.1 Isolement avec les milieux..... | 15 |
| CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu | 15 |
| ARTICLE 4.3.1 Identification des effluents..... | 15 |
| ARTICLE 4.3.2 Collecte des effluents..... | 15 |
| ARTICLE 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement..... | 15 |
| ARTICLE 4.3.4 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.4.1 Conception..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.4.2. Entretien des ouvrages..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.4.3 Aménagement..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.4.3.1 Point de rejet..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.4.3.2 Aménagements des points de prélèvements..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.4.3.3 Aménagements pour prévenir le risque de pollutions..... | 16 |
| ARTICLE 4.3.5 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets..... | 17 |
| ARTICLE 4.3.6 Valeurs limites d'émissions..... | 17 |
| TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS..... | 18 |
| CHAPITRE 5.1 Principes de gestion..... | 18 |
| ARTICLE 5.1.1 Limitation de la production de déchets..... | 18 |
| ARTICLE 5.1.2 Séparation des déchets..... | 18 |
| ARTICLE 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets..... | 18 |
| ARTICLE 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement..... | 19 |
| ARTICLE 5.1.5 Transport..... | 19 |
| ARTICLE 5.1.6 Déchets produits par l'établissement..... | 19 |
| TITRE 6 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES..... | 19 |
| TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES..... | 20 |
| CHAPITRE 7.1 Dispositions générales..... | 20 |
| ARTICLE 7.1.1 Aménagements..... | 20 |
| ARTICLE 7.1.2 Aménagement d'un merlon..... | 20 |
| ARTICLE 7.1.3 Véhicules et engins..... | 20 |
| ARTICLE 7.1.4 Appareils de communication..... | 20 |
| CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques..... | 21 |
| ARTICLE 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence..... | 21 |
| ARTICLE 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation..... | 21 |
| CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS..... | 21 |
| ARTICLE 7.3.1 Vibrations..... | 21 |
| TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES..... | 22 |
| CHAPITRE 8.1 GENERALITES..... | 22 |
| ARTICLE 8.1.1 Localisation des risques..... | 22 |
| ARTICLE 8.1.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux..... | 22 |
| ARTICLE 8.1.3 Propreté de l'installation..... | 22 |
| ARTICLE 8.1.4 Contrôle des accès..... | 22 |
| ARTICLE 8.1.5 Circulation dans l'établissement..... | 22 |
| ARTICLE 8.1.6 Étude de dangers..... | 22 |

| | |
|---|-----------|
| CHAPITRE 8.2 Dispositions constructives..... | 22 |
| ARTICLE 8.2.1 Comportement au feu..... | 22 |
| Article 8.2.1.1. Structure et toiture..... | 22 |
| Article 8.2.1.2. Compartimentage..... | 23 |
| Article 8.2.1.3. Équipements et aménagements annexes..... | 23 |
| ARTICLE 8.2.2 Issues de secours..... | 24 |
| ARTICLE 8.2.3 Chaufferie..... | 24 |
| ARTICLE 8.2.4 Intervention des services de secours..... | 25 |
| ARTICLE 8.2.4.1 Accessibilité..... | 25 |
| ARTICLE 8.2.4.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation..... | 25 |
| ARTICLE 8.2.4.3 Mise en station des échelles..... | 26 |
| ARTICLE 8.2.4.4 Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins..... | 26 |
| ARTICLE 8.2.5 Désenfumage..... | 26 |
| ARTICLE 8.2.6 Moyens de lutte contre l'incendie..... | 26 |
| CHAPITRE 8.3 Dispositif de prévention des accidents..... | 27 |
| ARTICLE 8.3.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles..... | 27 |
| ARTICLE 8.3.2 Installations électriques..... | 27 |
| ARTICLE 8.3.3 Ventilation des locaux..... | 28 |
| ARTICLE 8.3.4 Détection incendie..... | 28 |
| CHAPITRE 8.4 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles..... | 28 |
| ARTICLE 8.4.1 Retentions et confinement..... | 28 |
| Article 8.4.1.1. : Principes généraux..... | 28 |
| Article 8.4.1.2. Rétention et confinement dans les cellules de stockage de liquides inflammables..... | 29 |
| CHAPITRE 8.5 Dispositions d'exploitation..... | 29 |
| ARTICLE 8.5.1 Surveillance de l'installation..... | 29 |
| ARTICLE 8.5.2 Travaux..... | 29 |
| ARTICLE 8.5.3 Vérification périodique et maintenance des équipements..... | 30 |
| ARTICLE 8.5.4 Consignes d'exploitation..... | 30 |
| ARTICLE 8.5.5 Plan défense incendie..... | 30 |
| TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 31 |
| CHAPITRE 9.1 Stockage de Produits..... | 31 |
| ARTICLE 9.1.1 Capacité de stockage..... | 31 |
| ARTICLE 9.1.2 Contrôle des quantités de produits stockés..... | 31 |
| ARTICLE 9.1.3 Affectation des produits dans les cellules..... | 32 |
| ARTICLE 9.1.4 Conditions de stockage..... | 32 |
| Article 9.1.4.1. Produits non-dangereux..... | 32 |
| Article 9.1.4.2. Produits dangereux..... | 33 |
| Article 9.1.4.3. Produits aérosols..... | 33 |
| CHAPITRE 9.2 Chaufferie..... | 33 |
| CHAPITRE 9.3 Locaux de charge..... | 33 |
| TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ - EXÉCUTION..... | 34 |
| Article 10.1.1. Délais et voies de recours..... | 34 |
| Article 10.1.2. Publicité..... | 34 |
| Article 10.1.3. Exécution..... | 34 |
| ANNEXE I : PLAN DE GESTION DES EAUX..... | 35 |
| ANNEXE II : MERLON ACOUSTIQUE..... | 36 |
| ANNEXE III : LOCALISATION DES POINTS DE MESURES POUR LES ÉTUDES ACOUSTIQUES.. | 37 |

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société PROLOGIS FRANCE LXXXIII EURL dont le siège social est situé au 3 avenue Hoche 75384 PARIS Cedex 08. est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MARLY-LA-VILLE,(95670) au 4 rue Jean Jaurès ZI de Moinont, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

| Rubrique | AS,A, E,D,N C | Libellé de la rubrique (activité) | Critère de classement | Seuil du critère | Volume autorisé |
|----------|---------------------|--|--|---|--|
| 1510 | A | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques | Le volume des entrepôts étant : | supérieur ou égal à 300 000 m ³ | 822 000 m ³ |
| 1450 | A | Solides inflammables (stockage ou emploi de) | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : | Supérieure ou égale à 1 t | 10 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 1530 | A | Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public | Le volume susceptible d'être stocké étant : | supérieure à 50 000 m ³ | 120 000 m ³ |
| 1532 | A | Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. | Le volume susceptible d'être stocké étant | Supérieure à 50 000 m ³ | 120 000 m ³ |
| 2662 | A | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) | Le volume susceptible d'être stocké étant : | Supérieur ou égal à 40.000 m ³ | 120 000 m ³ |
| 2663-1 | A | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) | 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : | supérieur ou égal à 45.000 m ³ | 120 000 m ³ |
| 2663-2 | A | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) | 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : | supérieur ou égal à 80.000 m ³ | 120 000 m ³ |
| 4755-1 | A | Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. | 1. La quantité susceptible d'être présente | supérieure ou égale à 5000 t | 2500 m ³ uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4755-2 | A | Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. | 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente | a) Supérieure ou égale à 500 m ³ | 2500 m ³ uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4331 | E | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 | La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant | 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t | 500 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |

| Rubrique | AS,A,E D,NC | Libellé de la rubrique (activité) | Critère de classement | Seuil du critère | Volume autorisé |
|----------|----------------|---|---|--|--|
| 4320 | D | Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant | 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t | 75 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4330 | D | Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée | La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant | 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t | 9 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4510 | D | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : | 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t | 99 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4511 | D | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant | 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t | 199 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 4741 | D | Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. | La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : | 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t | 199 t uniquement dans les cellules C1b et C6a |
| 2910-A | D | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes | si la puissance thermique nominale de l'installation est | 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | 2,5 MW |
| 2925 | D | Accumulateurs (ateliers de charge d') | La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération | supérieure à 50 kW | 600 kW |

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classé). Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.3 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Communes | Parcelles | Lieux-dits |
|----------------|-----------|------------|
| MARLY-LA-VILLE | n°291 | - |

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1 CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION (SANS OBJET)

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES (SANS OBJET)

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1 PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2 MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.4 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.6.5 CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est l'usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois / six mois (cas des installations de stockage de déchets) au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 REGLEMENTATION

ARTICLE 1.7.1 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

| |
|--|
| Arrêté du 05/08/02 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 |
| Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| Arrêté du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion |
| Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |

ARTICLE 1.7.2 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 1.7.3 AMÉNAGEMENTS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions de l'alinéa III de l'article 13 de l'arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site :

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins », et ayant les caractéristiques suivantes :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engin » ;
- longueur minimale de 15 mètres.

Dans le cas de réservoirs à double paroi répondant aux dispositions de l'article 12, les dispositions des II et III de l'article 13 ne s'appliquent pas. »

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3 INVENTAIRE DES PRODUITS STOCKÉS

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation par cellule, leur quantité, et la nature des dangers qu'elles présentent.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Ils sont annexés au plan de défense incendie, lorsqu'il existe en application de l'article 25 du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.4 DOCUMENTS A DISPOSITION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie (vanne d'isolation des réseaux notamment);
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
- l'inventaire des produits stockés mentionné à l'article 2.1.3 du présent arrêté.

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie mentionné dans l'article 8.5.5 du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1 RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1 PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.

ARTICLE 2.3.2 ESTHÉTIQUE

Un aménagement paysager est réalisé pour limiter l'impact visuel de l'établissement. A minima, les aménagements suivants sont réalisés :

- Aménagement d'un merlon au nord du site dimensionné pour permettre de réduire au mieux l'impact visuel du bâtiment et à s'intégrer dans le paysage.
- Mise en place de plantations et de haies

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1 DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, ...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre

ARTICLE 3.1.3 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

ARTICLE 3.1.4 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET (SANS OBJET)

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée sur site est exclusivement réservée aux sanitaires et au lavage des sols. L'eau est issue du réseau d'eau potable communale.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

ARTICLE 4.1.2 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

ARTICLE 4.1.2.1 PROTECTION DES EAUX D'ALIMENTATION

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2 PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4 PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.4.1 ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales et non susceptibles d'être polluées : eaux de toitures
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux ruisselant sur les aires de circulation des camions « cours camion » et eaux ruisselant sur les parkings et voirie de circulation
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,

Les bassins versants des eaux pluviales mentionnées dans le présent article sont définis en annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 4.3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3 GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

ARTICLE 4.3.4.1 CONCEPTION

La gestion des effluents de l'établissement est effectuée par les ouvrages définis en annexe I du présent arrêté.

Les effluents définis à l'article 4.3.1 suivent les ouvrages de traitement suivant et repéré en annexe I :

| Type d'effluent | Ouvrage de destination |
|--------------------------------------|--|
| Eaux de toiture | bassins d'infiltration n°1 |
| Eaux pluviales « cours camion » | bassins d'infiltration n°2 |
| Eaux pluviales « parking et voirie » | Noues de stockage + bassins d'infiltration n°1 |
| Eaux d'extinction incendie | Bassin de confinement étanche n°3 |

ARTICLE 4.3.4.2. ENTRETIEN DES OUVRAGES

Les bassins et noues mentionnés à l'article 4.3.4.1 sont entretenus régulièrement afin de maintenir leur niveau de performance d'épuration et d'infiltration.

Les ouvrages hydrauliques (canalisation, grille avaloir, organe de régulation) font l'objet d'une surveillance au moins tous les 6 mois et après chaque gros orage.

La gestion et l'entretien des ouvrages doit permettre d'éviter tout risque d'apparition de nuisances.

Les documents justificatifs attestant de la réalisation de l'entretien des ouvrages est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4.3.4.3 AMÉNAGEMENT

ARTICLE 4.3.4.3.1 Point de rejet

Deux points de rejets d'effluents vers le réseau public pluvial sont aménagés en cas de débordements de bassins d'infiltrations.

Des vannes de coupure sont installées pour chaque point de rejet pour retenir les effluents en cas de nécessité.

ARTICLE 4.3.4.3.2 Aménagements des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.3.4.3.3 Aménagements pour prévenir le risque de pollutions

Un bassin de confinement étanche de 3300 m³ est aménagé et relié au réseau des eaux pluviales tel que présenté à l'annexe I du présent arrêté.

Deux vannes permettant de dévier les eaux issues des cours camions vers le bassin de confinement sont installées tel que présenté à l'annexe I du présent arrêté. Ces vannes sont actionnées automatiquement en cas déclenchement du sprinklage et sont aussi actionnables manuellement.

Deux vannes en sortie des bassins recueillant les eaux pluviales « cours camion » sont installées. Ces vannes sont actionnées automatiquement en cas déclenchement du sprinklage et sont aussi actionnables manuellement.

Le fonctionnement des vannes est testé et entretenu annuellement. Les justificatifs associés à ce contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les pentes des dalles des cellules sont orientées vers les portes de quai de façon à diriger les eaux incendie vers les cours camions et les réseaux de collecte.

Des aménagements sont effectués pour empêcher les eaux d'extinction incendie d'entrer dans le réseau des eaux de toitures.

Les vannes visées dans le présent article doivent être signalées et facilement repérables par les services de secours.

ARTICLE 4.3.5 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.6 VALEURS LIMITES D'EMISSIONS

Les rejets effectués sur les points de rejet visés à l'article 4.3.4.3.1 respecteront les valeurs limites d'émission suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Aucun déchets dangereux ou susceptibles de polluer les eaux pluviales ne peuvent être stockés en extérieur.

ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5 TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.6 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

| Type de déchets | Code des déchets | Nature des déchets |
|-----------------------|---------------------|--|
| Déchets non dangereux | 15 01 03 | Palettes déclassées (bois) |
| | 15 01 02 / 15 01 01 | Conditionnements usagés (plastique, carton) |
| | 20 03 01 | Déchets non dangereux liés aux activités de bureau |
| | 20 01 99 | Déchets issus de lots de produits abimés pendant le transport ou accident de manutention |
| | 20 02 01 | Déchets verts issus de l'entretien des espaces verts |
| Déchets dangereux | 20 01 33* | Batteries usagés issues de la maintenance des chariots électriques |
| | 20 01 21* | Tubes fluorescents |
| | 20 01 35* | DEEE |

TITRE 6 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

SANS OBJET

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Sauf demande particulière, les mesures des émissions sonores sont réalisées selon les points localisés dans l'annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 7.1.2 AMÉNAGEMENT D'UN MERLON

Un merlon acoustique de 110 mètres de longueur et de 3 mètres de haut est aménagé tel que présenté sur le plan en annexe II du présent arrêté.

ARTICLE 7.1.3 VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 7.1.4 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe III au présent arrêté (point 1 et 2).

ARTICLE 7.2.2 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES | PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Les points de référence pour mesurer les niveaux de bruits en limite de propriété de l'établissement sont définies sur le plan en annexe III du présent arrêté (point A et B).

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

ARTICLE 7.3.1 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GENERALITES

ARTICLE 8.1.1 LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 8.1.2 LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.1.3 PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 8.1.4 CONTRÔLE DES ACCÈS

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

ARTICLE 8.1.5 CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 8.1.6 ETUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 8.2.1 COMPORTEMENT AU FEU

Article 8.2.1.1. STRUCTURE ET TOITURE

Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

La stabilité au feu de la structure de l'entrepôt est d'une heure. Les poteaux supportant la charpente sont en béton et présentent une stabilité de 1 heure (R60)

La charpente est constituée de poutre en béton ou en lamellé-collé de stabilité 1 heure. Les pannes présentent une stabilité au feu de 15 minutes.

Les poteaux supports des murs séparatifs sont en béton et ont une stabilité de 2 heures (R120)

La toiture est constituée d'un bac acier avec :

- isolation par laine minérale semi-rigide
- étanchéité en membrane PVC ou complexe d'étanchéité bitumeux bicouche

L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe BROOF t3.

La toiture est recouverte d'une bande de protection A2 s1 d0 sur une largeur minimale de 5 m de part et d'autre des parois séparatives coupe-feu.

Pour les cellules affectées au stockage de produits dangereux mentionnés à l'article 9.1.4.2 du présent arrêté, le sol est imperméable et incombustible de classe A1fl.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.1.2. COMPARTIMENTAGE

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage permet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche placée le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Les façades de quais sont en bardage double peau et des écrans thermiques REI120 de 13,5 m (hauteur de l'acrotère) sont mises en place sur les façades en pignon (façade est et ouest).

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.1.3. ÉQUIPEMENTS ET AMÉNAGEMENTS ANNEXES

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte ;

Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

ARTICLE 8.2.2 ISSUES DE SECOURS

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces issues permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

ARTICLE 8.2.3 CHAUFFERIE

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré 2 heures.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

- les aérothermes sont de type C au sens de la norme FD CEN/TR 1749 (version de novembre 2015) ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ;
- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120°C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent.
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent. Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

ARTICLE 8.2.4 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

ARTICLE 8.2.4.1 ACCESSIBILITÉ

Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours, sauf en cas d'impossibilité justifiée, en particulier sur la base des conditions de vent et de la potentielle exposition aux fumées d'incendie du personnel d'intervention et sous réserve de l'accord préalable des services publics d'incendie et de secours.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention " accès pompiers ". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type " stationnement interdit ".

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

ARTICLE 8.2.4.2 ACCESSIBILITÉ DES ENGINS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Une voie " engins ", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.

Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies aux articles 8.2.4.1 et 8.2.4.3 et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

ARTICLE 8.2.4.3 MISE EN STATION DES ÉCHELLES

Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 8.2.4.2.

Depuis cette voie, une échelle aérienne peut être mise en station pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendre chaque mur séparatif coupe-feu. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm².

ARTICLE 8.2.4.4 ÉTABLISSEMENT DU DISPOSITIF HYDRAULIQUE DEPUIS LES ENGIN

A partir de chaque voie " engins " ou " échelle " est prévu un accès aux issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied.

ARTICLE 8.2.5 DÉSENFUMAGE

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

ARTICLE 8.2.6 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'entrepôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 (bouches, poteaux, ...), publics ou privés. L'accès extérieur à chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et ceux-ci sont répartis judicieusement. Ce réseau d'eau, public ou privé, permet de fournir en toutes circonstances le débit de 360 m³/h et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement de 1080 m³ au minimum.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

- d'un système d'extinction automatique d'incendie, conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ce système est conforme à la norme NFPA ou équivalent. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Cette installation est alimentée par une cuve d'au moins 475 m³ et le réseau d'eau potable.

Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification compétent. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur.

L'exploitant justifie au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Pour répondre aux besoins calculés, les appareils alimentés par le réseau d'eau public ou privé sont complétés par une réserve d'eau de 480 m³.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 8.3.1 MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

ARTICLE 8.3.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré REI 120 et des portes de degré EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes satisfont une classe de durabilité C2.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

ARTICLE 8.3.3 VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

ARTICLE 8.3.4 DÉTECTION INCENDIE

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant et actionnement d'une alarme perceptible en tout point des cellules est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. En cas de stockage de plastique, une détection de fumée est installée pour ce type de stockage.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 8.4.1 RETENTIONS ET CONFINEMENT

Article 8.4.1.1. : PRINCIPES GÉNÉRAUX

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site, tel que définis à l'article 4.3.4.3.3 du présent arrêté. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 8.4.1.2. RÉTENTION ET CONFINEMENT DANS LES CELLULES DE STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Le stockage de liquide inflammables est divisé en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention..

La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment de 300 m³. Cette rétention est connectée au bassin de rétention n°3 mentionné à l'annexe I du présent arrêté.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements (par exemple, un siphon antifeu).

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.5.1 SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 8.5.2 TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 8.5.3 VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. La fréquence de ces contrôles est à minima annuelle.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 8.5.4 CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

ARTICLE 8.5.5 PLAN DÉFENSE INCENDIE

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur un scénario d'incendie d'une cellule.

Outre les éléments cités aux articles 2.1.3 et 2.1.4 du présent arrêté, le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Il est renouvelé tous les deux ans.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 STOCKAGE DE PRODUITS

ARTICLE 9.1.1 CAPACITÉ DE STOCKAGE

I. En plus des seuils spécifiques à chaque rubrique de la nomenclature citées dans le tableau de classement de l'article 1.2.1 du présent arrêté, les quantités de substances ou préparations dangereuses visées par certaines de ces rubriques ne doivent pas dépasser les seuils définis à l'article R511-11-II du code de l'environnement ou équivalent en vigueur.

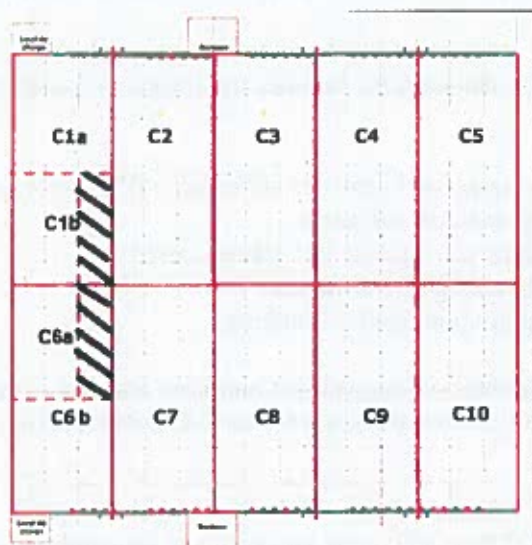
II. Les capacités de stockages affectées pour chaque utilisateur sont fixées dans les baux de location et respectent l'alinéa précédent. Ces baux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et chaque modification de ces documents portant sur les capacités de stockage doit être portée à la connaissance de l'inspection

ARTICLE 9.1.2 CONTRÔLE DES QUANTITÉS DE PRODUITS STOCKÉS

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires au suivi permanent des quantités de produits stockés sur le site. Il est en mesure de justifier à tout instant le respect des prescriptions du présent titre.

Un état de gestion des stocks est transmis à l'inspection des installations classées dès que besoin.

ARTICLE 9.1.3 AFFECTATION DES PRODUITS DANS LES CELLULES



Les produits relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2 peuvent être stockés dans toutes les cellules (C1 à C10) dont la surface unitaire est limitée à 6 000 m²

Les produits relevant des rubriques 1450, 1630, 4755, 4330, 4331, 4510, 4511, 4741 peuvent uniquement être stockés dans les cellules C1b et C6a dont la surface unitaire est limitée à 3000 m².

Les produits relevant des rubriques 4320 et 4321 peuvent uniquement être stockés dans les sous-cellules C1b et C6a (correspondant à la zone rayée sur le schéma ci-dessus) dont la surface unitaire est limitée à 1000 m².

ARTICLE 9.1.4 CONDITIONS DE STOCKAGE

Article 9.1.4.1. Produits non-dangereux

Les produits relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2 sont stockés dans les conditions suivantes :

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum;
- 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;
- 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. Dans ce cas, la hauteur de stockage est limitée à 11m (correspondant à 7 niveaux de racks).

La disposition 4°) est applicable dans tous les cas.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663 est interdit.

Article 9.1.4.2. Produits dangereux

Les produits relevant des rubriques 1450, 1630, 4330, 4331, 4510, 4511, 4741, 4755 sont stockés dans les conditions suivantes :

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

Les récipients mobiles stockés en masse, relevant des rubriques 4330, 4331, 4741, 4755, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;
- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule.

Article 9.1.4.3. Produits aérosols

Les produits relevant des rubriques 4320 et 4321 sont stockés dans les conditions définies aux articles 8.3.1 et 8.3.3 du présent arrêté.

Une aération mécanique est installée dans les locaux abritant ce type de stockage.

La hauteur de stockage est limitée à 11 mètres.

CHAPITRE 9.2 CHAUFFERIE

Le site est équipé d'un dispositif de chaufferie dans un local non accolé à l'entrepôt.

Des grilles de ventilation en partie haute en partie basse assureront l'aération du local.

Ce local est pourvu d'une sortie de secours.

L'accès à ce local est exclusivement réservé au service maintenance.

L'exploitation de la chaufferie est effectué conformément à l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion .

CHAPITRE 9.3 LOCAUX DE CHARGE

Deux locaux de charge d'accumulateurs sont aménagés dans l'établissement. Ces locaux sont exclusivement réservés à cet effet.

Les parois et portes séparant ces locaux avec la zone d'entreposage ont un degré coupe-feu respectif REI 120 et EI2 120 C. Ces portes satisfont une classe de durabilité C2.

Ces locaux sont ventilés en permanence par une grille d'aération en partie basse et une ventilation couplée à la charge en partie haute afin d'éviter l'accumulation d'hydrogène pendant la charge des engins.

Le sol des locaux est traité d'un revêtement anti-acide et est équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter les égouttures.

TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ - EXÉCUTION

ARTICLE 10.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Pontoise:

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 10.1.2. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Marly-la-ville pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de Marly-la-ville fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Val d'Oise l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII .

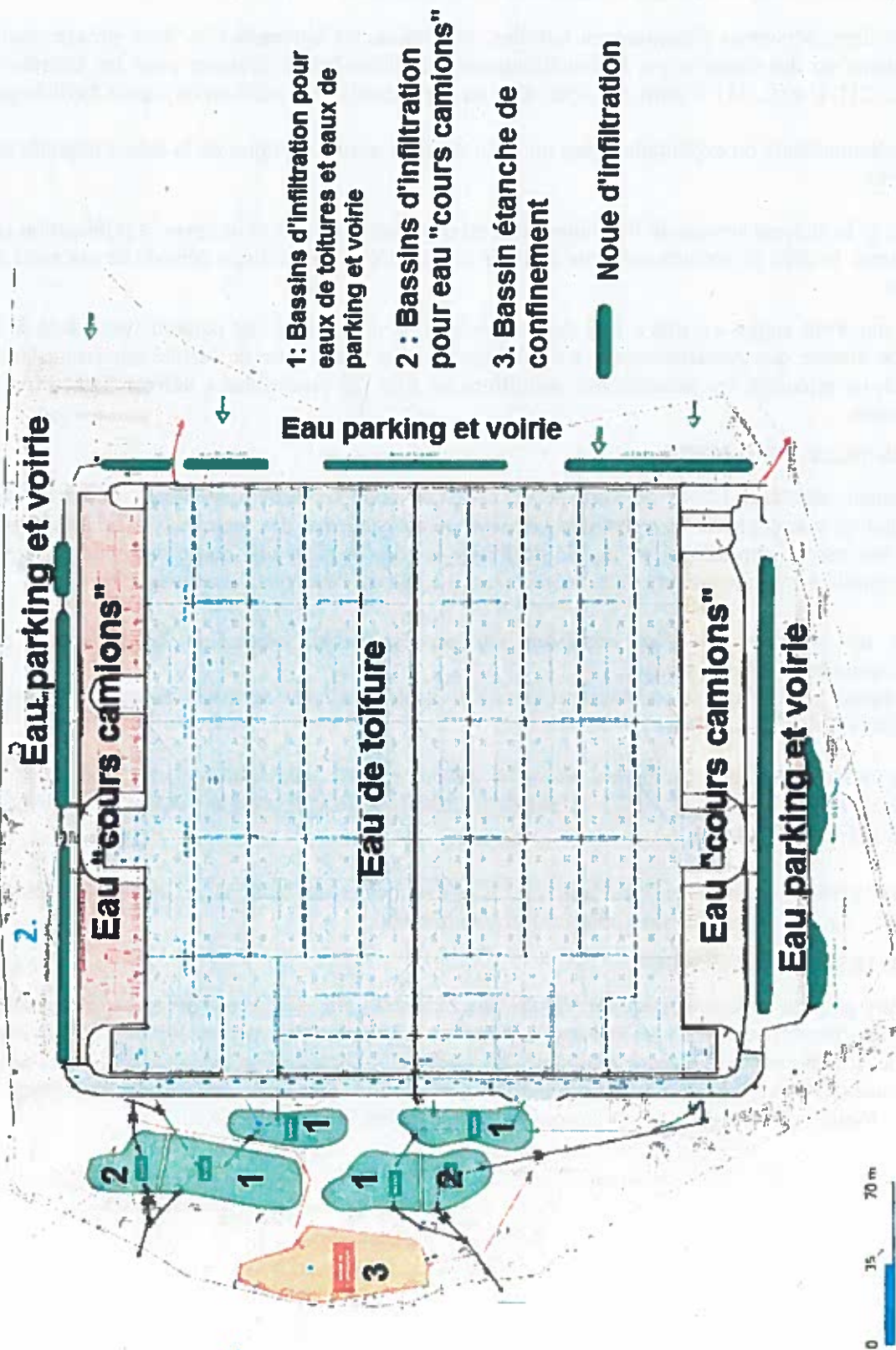
Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : – FOSSES – BELLEFONTAINE – SAINT-WITZ – SURVILLIERS – PUISEUX-EN-FRANCE – VILLERON et LA CHAPELLE EN SERVAL.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII dans deux journaux diffusés dans tout le département.

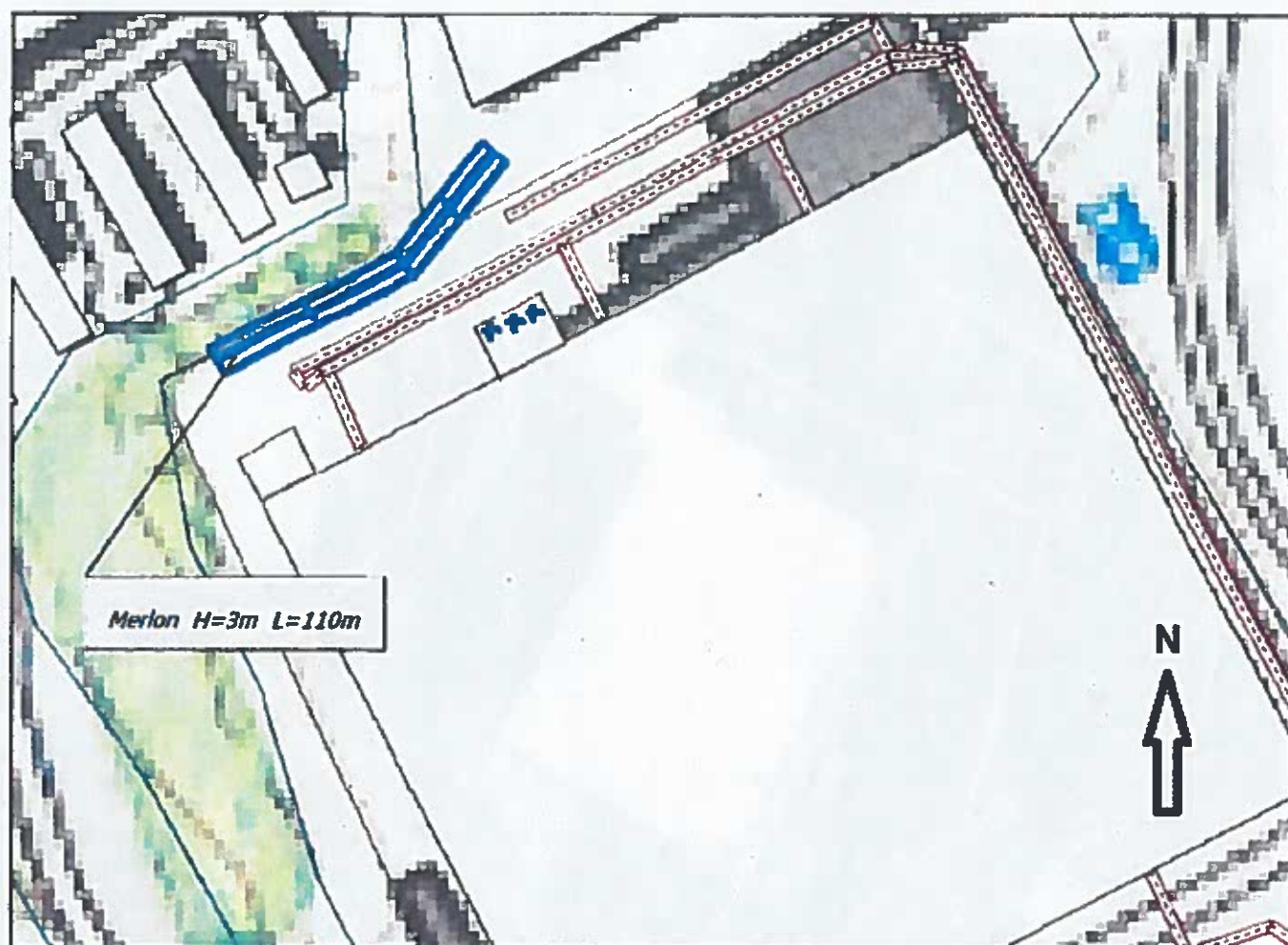
ARTICLE 10.1.3. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, le Sous-préfet de l'arrondissement de Sarcelles, le Directeur départemental des territoires du Val d'Oise, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de et de l'énergie, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Marly-la-ville et à la société PROLOGIS FRANCE LXXXIII.

ANNEXE I : PLAN DE GESTION DES EAUX



ANNEXE II : MERLON ACOUSTIQUE



ANNEXE III : LOCALISATION DES POINTS DE MESURES POUR LES ÉTUDES ACOUSTIQUES



| Points | Emplacement |
|--------|---|
| 1 | A proximité de la zone pavillonnaire au Nord du site – rue Jean Baptiste Clément |
| 2 | A proximité de la zone pavillonnaire au Sud-Ouest du site – rue Jacques Duclos |
| A | En limite de propriété Sud-Ouest du site (en direction d'une zone pavillonnaire) |
| B | En limite de propriété Nord-Ouest du site (en direction d'une zone pavillonnaire) |